

# INTERNATIONALISME

*ORGANE THEORIQUE ET DE DISCUSSION*

**N° 9**

(Avril 1946)

## **Sommaire**

THÈSE SUR LA NATURE DE L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

RÉSOLUTION SUR LA QUÉSTION SYNDICALE

**GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE**

**ARTICLE 1 :**

***La Fraction Française de la Gauche Communiste Internationale prend le nom de "Gauche Communiste de France".***

(Extrait des statuts adoptés à l'unanimité lors de la conférence constitutive de janvier 1945)

La publication ainsi que la diffusion gratuite de "l'Étincelle" et de "Internationalisme" ne peuvent continuer sans l'aide matérielle de tous les camarades et de tous les sympathisants.

Aussi faisons-nous appel à tous ceux qui sentent la nécessité d'un tel travail théorique pour la reprise de la lutte de classe du prolétariat.

La Gauche communiste de France

Adressez les souscriptions et les abonnements à :

Salama : BP 47 Centrale 14<sup>ème</sup>.

Abonnement Etincelle	6 numéros	20 Frs
Abonnement Internationalisme	6 numéros	50 Frs
Abonnement de soutien		100 Frs

## LA NATURE DE L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

---

**1** - L'État apparaît dans l'histoire sur la base de l'existence des intérêts antagoniques divisant la société humaine. Il est le produit, le résultat des rapports antagoniques économiques. Tout en jouant un rôle en tant que facteur réagissant au cours de l'histoire, il est avant tout un objet directement déterminé par le processus économique et au cours de celui-ci. En apparence placé au dessus des classes, il est en réalité l'expression juridique de la domination économique, la superstructure, le revêtement politique du règne économique d'une classe donnée dans la société.

Les rapports économiques entre les hommes, la formation des classes, et la place qu'elles occupent dans la société sont déterminés par l'évolution, le développement des forces productives à un moment donné. La raison d'être de l'État est exclusivement dans la fonction de codifier, de légaliser un état économique déjà existant, de le sanctionner, de lui donner force de loi dont l'acceptation est obligatoire pour tous les membres de la société. Ainsi, l'État veille au maintien de l'équilibre, à la stabilisation des rapports entre les membres et les classes, rapports issus du processus économique même, en empêchant toute manifestation des classes opprimées contre toute remise en question qui se traduirait par la perturbation et l'ébranlement de la société. Ainsi, l'État remplit une fonction importante dans la société assurant la sécurité, l'ordre indispensable à la continuation de la production, mais il ne peut le faire que par son caractère essentiellement conservatif. Au cours de l'histoire, l'État apparaît comme un facteur conservateur et réactionnaire de premier ordre, il est une entrave à laquelle s'heurtent constamment l'évolution et le développement des forces productives.

**2** - Pour remplir son rôle double d'agent de sécurité et d'agent de réaction, l'État s'appuie sur une force matérielle, sur la violence. Son autorité réside dans la force de coercition. Il possède en monopole exclusif toutes les forces de violence existantes la police, l'armée, les prisons.

De par le jeu de la lutte entre les classes, tout en étant le représentant de la classe dominante, l'État tend à acquérir une certaine indépendance. Avec le développement, la bourgeoisie déterminant des formations nationales, de vastes concentrations d'unités économiques, politiques, par le développement des antagonismes et des luttes des classes sur les échelles toujours plus grandes, par l'opposition aggravée contre les grands États capitalistes, l'État sera amené à pousser au paroxysme le développement de sa force coercitive afin de maintenir l'ordre à l'intérieur, en forçant le prolétariat et les autres classes travailleuses à subir et à accepter l'exploitation capitaliste tout en reconnaissant juridiquement et formellement la liberté de l'individu à l'extérieur, en garantissant les frontières des champs d'exploitation économique, contre la convoitise des autres groupes capitalistes et en tendant à les élargir au dépens des autres États.

Ainsi, à l'époque capitaliste où la division horizontale et verticale de la société, et la lutte engendrée par cette division atteint le point culminant de l'histoire humaine, l'État atteindra également le point le plus haut de son développement et de son achèvement en tant qu'organisme de coercition et de violence.

Ayant son origine dans la nécessité historique de la violence, trouvant dans l'exercice de la coercition, la condition de son épanouissement, l'État deviendra un facteur indépendant et supplémentaire de la violence dans l'intérêt de son autoconservation, de sa propre existence. La violence en tant que moyen deviendra un but en soi, entretenu et cultivé par l'État, répugnant de par sa nature même à toute forme de société tendant à se passer de violence en tant que régulateur des rapports entre hommes.

**3** - Dans la complexité des contradictions enchevêtrées et inextricables s'épanouissant avec le développement de l'économie capitaliste, l'État est appelé à s'immiscer à chaque instant dans tous les domaines de la vie: économique, social, culturel, politique, aussi bien dans la vie privée de chaque individu que dans ses rapports avec la société sur le terrain local, national et mondial.

Pour faire face à toutes ses obligations sociales immenses, l'État fera appel à une masse toujours plus grande de personnes, les enlevant à toute activité, à toute participation à la production, en créant ainsi un corps social à part, aux intérêts propres, ayant pour spécialité et pour charge d'assurer le fonctionnement de la machine étatique et gouvernementale.

Une fraction importante (10% et peut être plus) de la société constitue ainsi une couche sociale indépendante (les politiciens, les hauts fonctionnaires, la bureaucratie, le corps juridique, la police et le militarisme ayant des intérêts économiques propres vivant en parasites de la société, ayant pour patrimoine et champ d'exploitation, réservé à eux, l'appareil étatique.

De serviteur de la société, au service de la classe dominante, ce corps social, de par sa masse et surtout de par sa place dans la société, à la direction du gouvernail étatique, tend à s'affranchir de plus en plus pour se poser en maître de la société, et en associé de la classe dominante. Il possède en commun et en monopole exclusif les finances publiques, le

droit de dicter les lois et de les interpréter, et la force matérielle de la violence pour les appliquer dans son intérêt. Ainsi naît et surgit une couche sociale privilégiée nouvelle qui tire son existence matérielle de l'existence de l'État, couche parasitaire et essentiellement réactionnaire, intéressée à la perpétuation de l'État, relativement indépendante, mais toujours associée à la classe dont le système économique est basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, et dont le principe est le maintien et la perpétuation de l'exploitation humaine ainsi que la sauvegarde des privilèges économiques et sociaux.

**4** - Le développement de la technique et des forces productives ne peut plus être enfermé dans le principe bourgeois de la possession privée des moyens de production. Même la production capitaliste est obligée de porter atteinte à son principe sacro-saint de la possession privée des moyens de production, et de recourir à une nationalisation capitaliste de certaines branches de son économie, comme les Chemins de Fer, les PTT et, partiellement, l'aviation, la marine marchande, la métallurgie et les mines. L'immixtion de l'État se fera de plus en plus sentir dans toute la vie économique, évidemment et dans l'intérêt et pour la sauvegarde du régime capitaliste dans son ensemble. D'autre part, dans la lutte de classe entre les forces antagoniques de la société, classes et groupes économiques, l'État ne pourrait assumer son rôle de représentant et de "médiateur" qu'en s'appuyant lui-même sur une base matérielle, économique, indépendante et solide.

Dans cette évolution historique de la société capitaliste, l'État acquerra une figure de plus en plus nouvelle, un caractère nouveau, économique, d'État Patron. Tout en gardant sa fonction politique d'État capitaliste et en l'accentuant, il évoluera sur le terrain économique vers un capitalisme d'État. L'État prélèvera une masse de plus-value en tant que part d'associé dans les branches et secteurs où subsiste la possession privée des moyens de production, au même titre que tout autre capital (bancaire ou foncier), où il exploitera directement les branches ou secteurs étatisés en unique patron collectif, en vue de la création de la plus-value. La répartition de cette plus-value

La période de Transition du Capitalisme au Socialisme se fera entre les membres le composant, (mise à part de la partie qu'il capitalisera en la réinvestissant dans la production) d'après le rang et place privilégiés acquis.

La tendance économique vers le capitalisme d'État tout en ne pouvant pas s'achever dans une socialisation et une collectivisation dans la société capitaliste, reste néanmoins une tendance très réelle affranchissant en quelque sorte l'État d'un rôle strictement instrumental, le fait apparaître dans son caractère nouveau économique d'un patron collectif anonyme exploitant et extirpant collectivement la plus-value.

La possession privée des, moyens de production, tout en ayant été la base fondamentale du système économique du capitalisme et en subsistant encore aujourd'hui, peut parfaitement subir des modifications profondes à la phase finale du capitalisme sans pour cela mettre en danger les principes même de l'économie capitaliste. L'étatisation plus ou moins grande des moyens de production, loin de signifier la fin du système, s'accorde parfaitement avec ce système et peut être même la condition de son maintien, à condition que le principe fondamental du capitalisme persiste, à savoir l'extirpation toujours plus grande de plus-value aux ouvriers se poursuivant au bénéfice d'une minorité privilégiée et puissante. L'opposition fondamentale entre l'économie capitaliste et l'économie socialiste ne réside donc pas dans la possession privée des moyens de production. Si le socialisme est incompatible avec la possession privée des moyens de production, l'absence de cette dernière (tout en étant une condition indispensable pour l'instauration de l'économie socialiste) n'est pas forcément du socialisme, puisque la réalité nous démontre l'accommodation du capitalisme avec l'étatisation des moyens de production en s'acheminant vers le capitalisme d'État.

L'opposition fondamentale entre l'économie capitaliste et socialiste réside :

- dans le moteur et le but de la production: le principe capitaliste a pour moteur et but la recherche de plus en plus grande de la plus-value, le principe socialiste, au contraire, a pour but la recherche de la satisfaction des besoins de la société et de ses membres ;
- dans la répartition immédiate des produits et des valeurs créées, le principe capitaliste est caractérisé par une part de plus en plus réduite de la masse des valeurs créées laissées pour la consommation, la plus grande part servant au réinvestissement en vue de l'élargissement de la production, le principe socialiste réside dans l'accroissement proportionnel plus grand de la part des producteurs à la valeur produite pour la jouissance immédiate.

La partie des valeurs produites directement consommables doit tendre à s'accroître par rapport à la partie destinée à être investie dans la production en vue d'une reproduction.

Ainsi la tendance grandissante de l'État à l'indépendance au sein du capitalisme, tendance non seulement politique mais aussi économique, loin de présenter un affaiblissement de la société capitaliste ne fait que transférer la puissance économique du capitalisme à l'État en l'érigeant en la puissance, l'essence même du capitalisme. Face au prolétariat et à sa mission historique d'instauration de la société socialiste, l'État se présente comme le Goliath historique. De par sa nature, il représente toute l'histoire passée de l'humanité, toutes les classes exploiteuses, toutes les forces réactionnaires. Sa nature étant comme nous l'avons démontré conservatisme, violence, bureaucratisme, maintien des privilèges et exploitation économique, il incarne le principe d'oppression irréductiblement opposé au principe de libération, incarné par le prolétariat et le socialisme.

**5** - Toutes les classes jusqu'à ce jour, n'ont fait que substituer leur domination, dans l'intérêt de leur privilège, à la domination des autres classes. Le développement économique des classes nouvelles se faisait lentement et longtemps avant d'instaurer leur domination politique au sein de l'ancienne société. Parce que leurs intérêts économiques coïncidant avec le développement des forces productives n'étant que les intérêts d'une minorité, d'une classe, leur force

s'accroissait au sein de l'ancienne société, économiquement d'abord. Ce n'est qu'à un certain degré de ce développement économique, après avoir économiquement supplanté, en partie résorbé l'ancienne classe dominante, que le pouvoir politique, l'État, la domination juridique, viennent consacrer le nouvel état de fait. La bourgeoisie s'est développée longuement économiquement, le capital marchand s'est affermi, et ce n'est que lorsque la bourgeoisie a dominé économiquement l'ancienne société féodale qu'elle a accompli sa révolution politique. La révolution bourgeoise doit briser la résistance des féodaux, la superstructure idéologique, le droit féodal devenus des entraves au développement des forces productives, mais elle ne brisa pas l'État. Le principe de l'État étant la sauvegarde de l'exploitation de l'homme par l'homme, la bourgeoisie n'a fait que s'emparer et continuer à faire fonctionner la machine de l'État pour son propre intérêt de classe. Le processus des révolutions des autres classes dans l'histoire se présente donc de façon suivante :

- Édification et affermissement économique de la nouvelle classe au sein de l'ancienne société.
- Domination économique, révolution économique pacifique.
- Révolution politique violente consacrant le fait économique.
- Maintien de l'appareil d'État en le faisant fonctionner dans l'intérêt de la nouvelle classe.
- Résorption graduelle des anciennes classes dirigeantes qui survivent dans la nouvelle classe dominante.

**6 -** Le prolétariat à l'encontre des autres classes dans l'histoire, ne possède aucune richesse, aucune propriété matérielle. Il ne peut édifier aucune économie, aucune assise économique dans l'enceinte de la société capitaliste. Sa position de classe révolutionnaire réside dans le déroulement objectif de l'évolution, rendant l'existence de la propriété privée incompatible avec le développement des forces productives, d'une part, et de l'impossibilité de la production de la plus-value, d'autre part. Elle se heurte ainsi à l'absence du marché susceptible de réaliser cette plus-value. La nécessité objective de la société socialiste en tant que solution dialectique aux contradictions internes du système capitaliste trouve en le prolétariat la seule classe dont les intérêts s'identifient avec l'évolution historique. La dernière classe de la société ne possédant rien, n'ayant aucun privilège à défendre se rencontre avec la nécessité historique de supprimer tout privilège. Le prolétariat est la seule classe qui peut remplir cette tâche révolutionnaire de suppression de tout privilège, de toute propriété privée, pouvant développer les forces productives libérées des entraves du système capitaliste, au bénéfice et dans l'intérêt de toute l'humanité. Le prolétariat n'a et ne peut avoir, une politique économique au sein du régime capitaliste.

Il n'a aucune économie de classe à édifier avant ou après la révolution. A l'encontre des autres classes, et pour la première fois dans l'histoire, c'est une révolution politique qui précède et crée les conditions d'une transformation sociale et économique. La libération économique du prolétariat est la libération économique de toute entrave d'intérêt de classe, la disparition des classes. Il se libère en libérant toute l'humanité, et en se dissolvant dans son sein.

L'État, principe de domination et d'oppression économique de classe, ne peut être conquis dans le sens classique par le prolétariat. Au contraire, les premiers pas vers son émancipation consistent dans la destruction révolutionnaire de cet État. N'ayant aucune assise économique, aucune propriété, le prolétariat puise sa force dans la conscience qu'il acquiert des lois historiques, objectives du processus économique. Sa force est exclusivement sa conscience et son organisation. Le parti de classe cristallisant la conscience de la classe, présente la condition indispensable pour l'accomplissement de la mission historique au même titre que ses organisations unitaires de lutte représentent sa capacité matérielle et pratique de l'action.

Les autres classes dans l'histoire, parce qu'ayant une assise économique au sein de la société, pouvaient plus ou moins se passer d'un parti; elles étaient elles-mêmes à peine conscientes de l'aboutissement de leur action, et elles s'identifiaient avec l'État, principe de privilèges et d'oppression. Le prolétariat se heurte à chaque moment de son action, en tant que classe, à l'État; il est l'antithèse historique de l'État.

La conquête de l'État par une classe exploiteuse dans un pays donné marquait le terme historique, le dernier acte révolutionnaire de cette classe. La destruction de l'état par le prolétariat n'est que le premier acte révolutionnaire de classe ouvrant pour lui et son parti tout un processus révolutionnaire en vue de la révolution mondiale d'abord et ensuite sur le terrain économique en vue de l'instauration de la société socialiste.

**7 -** Entre le degré atteint par les forces productives entrant en opposition avec le système capitaliste, et qui font sauter les cadres de ce système, et le degré de développement nécessaire pour l'instauration de la société socialiste, de la pleine satisfaction des besoins de tous les membres de la société, existe un décalage historique très grand. Ce décalage ne peut être effacé par une simple affirmation programmatique comme le croyaient les anarchistes, mais doit être comblé sur le terrain économique, par une politique économique du prolétariat. C'est en cela que réside la justification théorique de l'inévitabilité d'une phase historique transitoire entre le capitalisme et le socialisme. Phase transitoire ou la domination politique, et non économique, appartient à la classe révolutionnaire qui est la dictature du prolétariat.

La maturation des conditions économiques en vue du socialisme est l'œuvre politique du prolétariat, de son parti et ne peut être solutionnée sur le terrain national, mais exige des assises mondiales. Le capitalisme, s'il est un système mondial, ne l'est que dans la mesure de la domination mondiale du capital et le développement économique des différents secteurs de l'économie mondiale, de même que celui des différentes branches industrielles ne se fait que dans la limite compatible avec l'intérêt du Capital.

Autrement dit, le développement de différents secteurs et branches de l'économie mondiale a été profondément entravé. Le socialisme, par contre, trouve ses assises dans un très haut degré de développement économique de tous les secteurs de l'économie mondiale. La libération des forces productives des entraves capitalistes dans tous les pays par la

révolution prolétarienne sur l'échelle mondiale est donc la première condition d'une évolution économique de la société vers le socialisme.

La politique économique du prolétariat se développe sur la base de la généralisation de la révolution à l'échelle mondiale et est contenue, non dans l'affirmation unilatérale de développement de la production, mais essentiellement dans le rythme harmonieux de développement de la production avec la progression proportionnelle du niveau de vie des producteurs.

La phase transitoire exprime sa filiation économique avec l'ère historique présocialiste, en ce sens qu'elle ne peut satisfaire tous les besoins de la société et contient la nécessité de la poursuite de l'accumulation. Toute politique qui mettra sur la plus haute accumulation en vue de l'élargissement de la production n'exprimera pas une tendance prolétarienne, mais ne serait que la suite d'une économie capitaliste. Tandis que la politique économique du prolétariat s'exprimera par l'accumulation nécessaire, compatible et conditionnée avec l'amélioration des conditions de vie des ouvriers, avec l'augmentation relative et progressive du "capital variable".

Après sa victoire sur la bourgeoisie, le prolétariat, d'une part, devient la classe dominante politiquement, qui à travers son parti de classe assure pendant toute la phase transitoire la dictature de sa classe en vue d'acheminer la société vers le socialisme et, d'autre part, conserve sa position de classe dans la production ayant des intérêts économiques particuliers immédiats à défendre et à faire prévaloir au travers de ses organisations économiques propres, les syndicats et ses moyens de lutte: la grève durant toute la phase transitoire.

**8** - La destruction révolutionnaire de l'État capitaliste, instrument de la domination de classe est loin de signifier la destruction des positions économiques de l'ennemi, et sa disparition. L'expropriation et la socialisation des principales branches clés de la production sont des mesures premières et indispensables de la politique économique du prolétariat. L'existence des secteurs économiques arriérés dans l'espace comme dans diverses branches de la production, et particulièrement l'agriculture, ne permet pas de passer immédiatement à une économie socialiste et à la disparition totale de la propriété privée. L'édification socialiste ne pouvant surgir d'une affirmation programmatique, est le fruit d'un long processus économique sous la direction politique du prolétariat <sup>(1)</sup> durant lequel la gestion socialiste doit battre et vaincre la gestion capitaliste sur le terrain économique.

L'existence de ces secteurs économiques arriérés, la subsistance inévitable de la propriété privée présentent un danger redoutable, un terrain économique de conservation, de consolidation et de renaissance des forces sociales s'opposant à la marche vers le socialisme

La phase transitoire est la phase d'une lutte acharnée entre le capitalisme et le socialisme avec l'avantage pour le prolétariat d'avoir conquis une position politique dominante mais non définitive pouvant automatiquement assurer la victoire finale.

L'issue de la lutte, la garantie de la victoire finale réside pour le prolétariat exclusivement dans la force de sa conscience idéologique et dans l'aptitude à la traduire dans la politique pratique.

Toute faute politique, toute erreur tactique devient une position de renforcement de l'ennemi de classe. L'anéantissement des formations politiques de l'ennemi de classe, de ses organes, de sa presse, est une mesure indispensable pour briser sa force. Mais cela ne suffit pas. Le prolétariat doit avant tout veiller à l'indépendance de ses organismes de classe qui lui sont propres et empêcher leur altération en les exposant à des tâches et à des fonctions étrangères à leur nature. Le parti représentant la conscience de la mission historique de la classe et du but final à atteindre exercera la dictature au nom du prolétariat; le syndicat, organisation unitaire de la classe exprimant sa position économique et ses intérêts immédiats qu'il est appelé à défendre ne peuvent s'identifier à l'État, ni s'intégrer à ce dernier.

**9** - L'État, dans la mesure où il est reconstitué après la révolution, exprime l'immaturation des conditions de la société socialiste. Il est la superstructure politique d'une structure économique non encore socialiste. Sa nature reste étrangère et opposée au socialisme. De même que la phase transitoire est une inévitabilité historique objective par laquelle passe le prolétariat, de même l'État est un instrument de violence inévitable -pour le prolétariat- dont il se sert contre les classes dépossédées mais avec lequel il ne peut s'identifier. « *Et le moins qu'on puisse dire c'est qu'il (l'État) est un fléau dont le prolétariat hérite dans sa lutte pour arriver à sa domination de classe.* » <sup>(2)</sup> (Engels, préface à la "**Guerre civile en France**")

Dans sa nature en tant qu'institution sociale, l'État instauré après la victoire de l'insurrection prolétarienne, reste une institution étrangère et hostile au socialisme.

L'expropriation et la nationalisation, l'exclusivité de la gestion de l'économie, l'impréparation historique des classes travailleuses et du prolétariat à la direction de l'économie, la nécessité de recourir à des spécialistes techniciens, à des hommes venant des couches et des classes exploiteuses et de leurs serviteurs séculaires, l'état désastreux de l'économie à la sortie de la guerre civile, sont autant de faits historiques concourant à renforcer la machine d'État et ses caractères fondamentaux de conservatisme, de coercition. L'obligation historique pour le prolétariat de s'en servir ne doit nullement entraîner l'erreur théorique et politique fatale, d'identifier cet instrument avec le socialisme. L'État, comme les prisons, n'est pas le symbole du socialisme, ni de la classe appelée à l'instaurer: le prolétariat.

<sup>1</sup> - NDE - Le texte original parle, manifestement de façon erronée, de "direction économique du prolétariat".

<sup>2</sup> - NDE - Phrase exacte : « ...et le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'il est un fléau dont le prolétariat hérite dans sa lutte pour arriver à sa domination de classe... »

La dictature du prolétariat exprimant la volonté de la classe révolutionnaire de briser les forces et les classes hostiles, et d'assurer la marche vers la société socialiste, exprime également son opposition fondamentale à la notion et à l'institution de l'État. L'expérience russe a mis particulièrement en évidence l'erreur théorique de la notion de "l'État ouvrier", de la nature de classe prolétarienne de l'État et de l'identification de la Dictature du prolétariat avec l'utilisation, par le prolétariat, de l'instrument de coercition qu'est l'État.

**10** - En se rendant maître de la société par la révolution victorieuse contre la bourgeoisie, le prolétariat hérite d'un état social nullement mûr pour le socialisme, et qui ne peut atteindre cette maturité que sous sa direction. Il hérite dans tous les domaines, économique, politique, culturel, sociale, des États et des nations, des structures et des superstructures, des institutions et des idéologies extrêmement variés, arrières qu'il ne peut effacer de par sa simple volonté, avec lesquels il doit compter, dont il doit combattre et atténuer les effets les plus nuisibles. La violence n'est pas le moyen essentiel et ne doit être employée que strictement dans la limite de la violence employée par l'ennemi de classe, et pour la briser. La violence doit être absolument et catégoriquement exclue des rapports du prolétariat avec les classes laborieuses, et dans son sein. D'une manière générale, les moyens employés pour aller vers le socialisme relèvent et découlent du but à atteindre, c'est-à-dire du socialisme même.

Dans les premiers temps de la phase transitoire, le prolétariat sera obligé d'utiliser les instruments qui lui ont été légués par toute l'histoire passée, histoire de violence et de domination de classe. L'État est un des instruments de la force et le plus haut symbole de violence, de spoliation et d'oppression dont le prolétariat hérite, et dont il ne peut se servir qu'à la double condition:

- De considérer et de proclamer la nature antisocialiste de l'État avec lequel il ne peut jamais et à aucun moment s'identifier; en s'organisant, et lui opposant constamment ses organismes de classe: parti et syndicats, en l'entourant du contrôle vigilant et de chaque instant de toute la classe.
- *"D'atténuer les plus fâcheux effets dans la mesure du possible, comme l'a fait la Commune."* (Engels, préface à la *Guerre civile en France*).

L'expérience russe nous prouve que la conscience qu'ils avaient du danger à représenter l'État dans les mains du prolétariat, et les mesures nécessaires à prendre à son égard, préconisées par nos maîtres, n'étaient pas vaines.

Ces mesures: élection de représentants par les masses laborieuses révocables à tout moment; destruction de la force armée détachée du peuple et son remplacement par l'armement général du prolétariat et des classes laborieuses; démocratie la plus large pour la classe et ses organisations; contrôle vigilant et permanent de toute la classe sur le fonctionnement de l'État; un salaire limité et ne dépassant pas celui de l'ouvrier qualifié pour les fonctionnaires de l'État doivent cesser d'être des formules, mais être appliquées à la lettre et renforcées autant que possible par des mesures politiques et sociales complémentaires.

L'histoire et l'expérience russe ont démontré qu'il n'existe pas d'État prolétarien proprement dit, mais un État entre les mains du prolétariat, dont la nature reste antisocialiste et qui, dès que la vigilance politique du prolétariat s'affaiblit, devient la place forte, le centre de ralliement et l'expression des classes dépossédées du capitalisme renaissant.

## **Les syndicats après la révolution**

**11** - Les syndicats, organismes unitaires et de défense des intérêts économiques du prolétariat, ont leur racine dans le mécanisme de la production. Ils surgissent de la nécessité ou se trouve le prolétariat d'opposer une résistance à son exploitation économique, à l'extirpation d'une masse toujours plus grande de plus-value, c'est-à-dire à l'augmentation du temps de travail non payé.

Le développement de la technique, en augmentant la productivité diminue le temps de travail nécessaire à l'entretien des producteurs. En régime capitaliste la plus grande productivité n'entraîne pas la diminution du temps de travail ni l'amélioration proportionnelle du niveau de vie des ouvriers. Au contraire le développement de la productivité poursuivi par les capitalistes est fait dans le but unique d'accroître la production de la plus-value.

L'opposition entre Capital et travail, entre le capital constant et le capital variable, entre le capitalisme et le prolétariat, autour du problème économique: la part de chacun dans la production est une opposition fondamentale engendrant une lutte de classe constante. C'est dans cette lutte contre le capital que le prolétariat donne le sens à son organisation de classe de défense de ses intérêts économiques immédiats, par l'association de tous les exploités: le Syndicat.

Quelle que soit l'influence des agents de la bourgeoisie, c'est-à-dire de la bureaucratie réformiste dans le syndicat et la politique qu'elle fait prévaloir, sabotant et dévoyant la fonction des syndicats, elle ne peut changer sa nature de classe qui reste telle tant que cet organisme reste indépendant, non rattaché à l'État capitaliste.

**12** - La révolution prolétarienne ne détruit pas d'emblée l'existence des classes dans la société, et les rapports de production entre les différentes classes. La révolution victorieuse n'est que "l'organisation du prolétariat en classe dominante" qui au travers de son Parti ouvre un cours historique, imprime une tendance économique partant de l'existence de classes et de leur exploitation vers une société sans classe.

Cette phase transitoire du capitalisme au socialisme sous la dictature politique du prolétariat se traduit sur le terrain des rapports post-économiques par une politique énergique tendant à diminuer l'exploitation des classes, d'augmenter constamment la part du prolétariat dans le revenu national, du capital variable par rapport au capital constant. Cette politique ne peut être donnée par une affirmation programmatique du Parti et encore moins être dévolue à l'État, organe

de gestion et de coercition. Cette politique trouve sa condition, sa garantie et son expression dans la classe elle-même et exclusivement en elle, dans la pression qu'exerce la classe dans la vie sociale, dans son opposition et sa lutte contre les autres classes.

L'organisation syndicale en régime capitaliste est une tendance au groupement d'ouvriers contre leur exploitation, tendance qui est constamment empêchée, entravée par la pression et la répression de la bourgeoisie dominante. C'est seulement après la révolution que l'organisation syndicale devient réellement l'organisation unitaire groupant tous les ouvriers sans exception, et peut réellement prendre et imposer pleinement la défense des intérêts immédiats du prolétariat.

**13** - Le rôle de l'organisation syndicale après la révolution ne réside pas seulement dans le fait qu'elle est la seule organisation pouvant assurer la défense des intérêts immédiats du prolétariat, ce qui à lui seul suffirait à justifier la pleine liberté et l'indépendance totale des syndicats, le rejet de toute tutelle et immixtion de L'État, mais encore l'organisation syndicale est un baromètre vivant extrêmement sensible, reflétant instantanément la tendance qui prédomine dans la gestion et émane dans le sens du socialisme (augmentation proportionnelle du capital variable) ou dans le sens capitaliste (accroissement proportionnel plus grand du capital constant).

Dans l'oscillation de la gestion économique vers une politique capitaliste (déterminée par la pression économique de l'immatunité relative et par les classes non prolétariennes subsistantes) le prolétariat, au travers de l'existence de son organisation syndicale indépendante et de sa lutte spécifique, intervient, réagit et représente le facteur social exerçant la contre-pression dans le mécanisme économique en vue d'une gestion socialiste.

Attribuer aux syndicats la fonction de la gestion économique ne fait nullement disparaître les difficultés essentielles issues de la situation économique ni son immaturité réelle, et ne résout aucunement ses difficultés. Par contre, on aliène la liberté du prolétariat et de son organisation, on annihile la capacité de son organisation d'exercer la pression nécessaire dans le processus économique en vue d'assurer simultanément la défense de ses intérêts immédiats et la garantie d'une politique socialiste dans l'économie.

**14** - En régime capitaliste, l'organisation syndicale reflète très imparfaitement le degré de la conscience de classe. Cette conscience, le prolétariat ne peut l'acquérir pleinement qu'après la révolution, une fois libéré de toute entrave de la bourgeoisie et de ses agents: les chefs réformistes.

Les syndicats après la révolution, reflètent au mieux le degré de conscience atteint par l'ensemble de la classe et présentent le milieu, le terrain de classe où se fait l'éducation politique de la masse. Les communistes s'inspirent de ce postulat: le maintien de la révolution et l'édification du socialisme ne sont pas le fait de la volonté d'une élite mais trouvent uniquement leur force dans le degré de maturité politique des masses prolétariennes. La violence exercée contre ou sur les masses prolétariennes, même si elle a pour but de garantir la marche vers le socialisme, n'offre nullement cette garantie. Le socialisme n'est pas le résultat du viol sur le prolétariat, il est exclusivement conditionné par sa conscience et sa volonté.

Les communistes rejeteront la méthode de violence au sein du prolétariat comme étant en opposition avec la marche vers le socialisme, qui obscurcit et empêche la classe d'atteindre la conscience de sa mission historique. Au sein des syndicats, les communistes s'efforceront de maintenir la plus grande liberté d'expression, de critique, de vie politique. C'est devant le prolétariat organisé dans les syndicats qu'ils tenteront de faire triompher leur politique face aux autres tendances existantes, et traduisant l'influence bourgeoise, petite bourgeoisie subsistant encore dans le prolétariat et dans certaines couches arriérées. La liberté de fraction, de tendance au sein des syndicats, la liberté de parole et de presse pour tous les courants à l'intérieur des syndicats, sont les conditions permettant au Parti de la classe de connaître, de mesurer le degré d'évolution de la conscience de la masse, d'assurer la marche vers le socialisme Par l'élévation de cette conscience au travers de l'éducation politique des masses, de vérifier sa propre politique et de la corriger. Le rapport entre le Parti et la classe n'est que le rapport entre le Parti et les syndicats.

**15** - Toute tendance à diminuer le rôle des syndicats après la révolution, qui sous prétexte de l'existence de "l'État ouvrier" interdirait la liberté d'action syndicale et la grève, qui favoriserait l'immixtion de l'État dans les syndicats, qui, au travers de la théorie en apparence révolutionnaire de remettre la gestion aux syndicats incorpore rait en fait ces derniers dans la machine étatique, qui préconiserait l'existence de la violence au sein du prolétariat et de son organisation, sous le couvert et avec la meilleure intention révolutionnaire du but final, qui empêcherait l'existence de la plus large démocratie ouvrière par le libre jeu de la lutte politique et des fractions au sein des syndicats, exprimerait une politique anti-ouvrière faussant les rapports du Parti et de la classe, affaiblissant la position du prolétariat dans la phase transitoire. Le devoir communiste serait de dénoncer et de combattre avec la plus grande énergie toutes ces tendances et d'œuvrer au plein développement et à l'indépendance du mouvement syndical, indispensable pour la victoire de l'économie socialiste.

## **La gestion économique**

**16** - La gestion économique après la guerre civile est le problème le plus difficile, le plus complexe, auquel doit faire face le prolétariat et son Parti. Il serait puéril de vouloir donner la solution a priori de tous les aspects pratiques que présentent ces problèmes. Ce serait transformer la doctrine marxiste en un système de préceptes définitifs, valables et

applicables à tout moment, et cela sans tenir compte des situations concrètes, circonstancielles, variées se présentant différemment dans divers pays, et dans divers secteurs de la vie économique.

C'est exclusivement dans l'étude pratique que nous dégagerons des situations, au fur et à mesure qu'elles se présenteront, la solution nécessaire contenue et donnée par les situations elles-mêmes. A l'instar de nos maîtres, nous pouvons seulement indiquer aujourd'hui, dans les grandes lignes, les principes généraux devant présider à la gestion économique dans la phase transitoire, et cela à la lumière de la première expérience donnée par la révolution russe.

**17** - L'avènement du socialisme exige un très haut développement de la technique et des forces productives. Le prolétariat, au lendemain de la révolution victorieuse ne trouve pas achevé le développement de la technique. Il ne résulte nullement de cette affirmation que la révolution soit prématurée, mais au contraire, le degré atteint par le développement se heurte à l'existence du capital isolé, justifiant l'affirmation de la maturité des conditions objectives de la révolution, c'est-à-dire de la nécessité de la destruction du capitalisme devenu une entrave au développement des forces productives. Il appartient au prolétariat de présider à une politique de plein développement des forces productives permettant au socialisme de devenir une réalité économique.

Le développement de la technique et des forces productives est la base de la politique du prolétariat nécessitant l'accumulation d'une partie de la valeur produite en vue d'améliorer, d'intensifier et d'assurer une reproduction élargie. Mais le socialisme n'est pas donné par la vitesse du développement des forces productives; le rythme est subordonné et limité aux possibilités concrètes issues de l'état politique et économique existant.

**18** - La gestion économique ne peut à aucun instant être séparée du développement de la lutte politique de la classe, et cela sur la scène internationale. La révolution victorieuse dans un seul pays ne peut s'assigner comme tâche le développement de son économie, indépendamment de la lutte du prolétariat dans les autres pays. La révolution russe a donné la démonstration historique que la poursuite séparée d'un développement économique de la Russie en dehors de la marche ascendante de la révolution dans les autres pays, a amené la Russie à une politique de compromission avec le capitalisme mondial, politique de pactes et d'accords économiques à l'extérieur qui se sont avérés autant de moyens de renforcement économique du capitalisme en pleine situation de crise, le sauvant de l'écroulement, et d'autre part apportant un trouble profond dans les rangs du prolétariat en pleine lutte révolutionnaire (Accord de Rapallo).

Les accords économiques qui devaient avoir pour seul résultat la recherche du renforcement économique partiel du pays de la révolution, ont en réalité abouti à un renforcement économique et politique du capitalisme, à un renversement du rapport de forces dans la lutte de classes en faveur du capitalisme contre le prolétariat. Ainsi, le pays de la révolution victorieuse a accentué son isolement et perdait sa seule alliée, garantie du développement ultérieur: la Révolution Internationale, et devient une force économique et politique dévoyée et résorbée sous la pression grandissante de son ennemi historique: le capitalisme.

La politique économique du prolétariat dans un pays ne peut donc s'assigner comme but de résoudre les difficultés et de résorber le retard du développement de la technique dans le cadre étroit d'un pays. Le sort de l'économie et son développement sont indissolublement liés et directement subordonnés à la marche de la révolution internationale et doit consister dans une politique en vue de l'attente provisoire à l'intérieur, et d'aide à la révolution internationale.

**19** - La poursuite du rythme accéléré non en proportion du développement de la capacité de la consommation aboutit, comme l'a démontré l'expérience russe, au développement de la production d'articles destinés à la destruction, suivant sur ce plan la tendance générale du capitalisme mondial qui, dans sa phase décadente, ne peut assurer la poursuite de la production que par l'instauration de l'économie de guerre.

En opposition à cette politique ayant pour but le plus grand rythme de développement industriel, sacrifiant les intérêts immédiats du prolétariat culbutant dans l'économie de guerre, la politique prolétarienne consistera dans un rythme proportionnel au développement de la capacité d'absorption des producteurs, et déterminant la production des articles de consommation immédiatement nécessaires pour satisfaire les besoins des travailleurs.

L'accumulation ne suivra pas le critère d'un plus grand rythme de développement industriel, mais exclusivement celui compatible avec la satisfaction progressive des besoins immédiats. La gestion économique aura pour base et pour principe, avant tout, la production des articles de première nécessité, l'harmonisation graduelle des diverses branches de la production, ensuite et particulièrement entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture.

**20** - Tant que les forces productives et la technique n'ont pas atteint un développement suffisamment haut, supplantant, partout dans toutes les branches de la production, la petite production, il ne pourra être question de la disparition complète des classes moyennes, de l'artisanat et de la petite paysannerie.

Le prolétariat après la révolution ne pourra collectiviser que la grande industrie développée et concentrée, les industries-clés, les transports et les banques, la grande propriété foncière. Il expropriera la grande bourgeoisie. Mais la petite propriété privée subsistera et ne sera résorbée que par un long processus économique. A côté du secteur socialiste (collectif) dans l'économie, subsistera un secteur privé de petits producteurs, et les relations économiques entre ces divers secteurs se présenteront d'une façon variée, multiple, allant du socialisme au coopérativisme et à l'échange des marchandises entre l'État et les particuliers, aussi bien qu'entre les producteurs individuels et isolés. Comme dans la production le problème de l'échange, des prix, du marché et de la monnaie aura une grande diversité, la politique économique du prolétariat consistera à tenir compte de cette situation, à rejeter la violence bureaucratique comme moyen de régulariser la vie économique et se basant seulement sur le terrain des possibilités réelles de résorption et de

supplantation par le développement de la technique et tendra à liquider progressivement la petite propriété et la production isolée en incorporant ces couches de travailleurs dans la grande famille du prolétariat.

**21-** La vie et la gestion économique de la société exigent un organisme centralisé. La théorie consistant à laisser à chaque groupe de producteurs le souci de sa propre gestion est le rêve utopique d'un idéal petit bourgeois, réactionnaire. Le développement de la technique exige la participation des grandes masses de travailleurs, leur coopération dans la production.

La production de chaque branche est étroitement liée à l'ensemble de la production nationale. Elle exige la mise en mouvement de grandes forces, de grandes puissances, de plans d'ensemble que seule une administration centralisée peut assurer. D'autre part, c'est vouloir transformer chaque membre et chaque groupe de la société en autant de petits propriétaires aux intérêts propres et opposés, et revenir à l'époque marchande que la grande industrie a depuis longtemps rayée de l'histoire. La société socialiste engendrera l'organe de l'administration sociale et de la gestion économique. A l'époque transitoire, cette fonction de gestion économique ne peut être assumée que par le pouvoir issu de la révolution, qui, sous le contrôle de toute la population travailleuse, dirige et gère l'économie de la société.

La participation la plus large, effective, directe de tous les travailleurs à tous les échelons du nouveau pouvoir paraît être le seul mode assurant la gestion de l'économie par les travailleurs eux-mêmes. La Commune de Paris nous a donné une première indication de ce nouveau type d'État, et la révolution russe en reprenant et reproduisant cette première ébauche lui a donné sa forme définitive par les organisations de représentants de tous les travailleurs sur leur lieu de travail et de localité: l'organisation des Conseils (Soviets).

**22-** Dans les élections aux organes de direction et de gestion, dans les conseils, participe tout homme qui travaille, et ne sont exclus que ceux qui ne travaillent pas ou vivent du travail d'autrui. Dans les Conseils se trouve l'expression des intérêts de tous les travailleurs, c'est-à-dire aussi des couches non prolétariennes. Le prolétariat de par sa conscience, sa force politique, la place qu'il occupe au cœur de l'économie de la société, dans l'industrie moderne, par sa concentration dans les villes et les usines, ayant acquis un esprit d'organisation et de discipline, joue le rôle prépondérant dans toute la vie et l'activité de ces Conseils, entraînant, sous sa direction et son influence, les autres couches de travailleurs.

C'est au travers de ces Conseils que les prolétaires, pour la première fois, apprennent, en tant que membres de la société, l'art d'administrer et de diriger eux-mêmes la vie de la société. Le Parti n'impose pas aux Conseils sa politique de gestion de l'économie par décrets ou en se réclamant du droit divin. Il fait prévaloir ses conceptions, sa politique en la proposant, la défendant, la soumettant à l'approbation des masses travailleuses s'exprimant dans les Conseils (Soviets), et en s'appuyant sur les Conseils ouvriers et les délégués ouvriers au sein des Conseils supérieurs pour faire triompher sa politique de classe.

**23-** De même que les rapports du Parti avec la classe s'expriment au travers de l'organisation syndicale, de même les rapports entre le prolétariat et son Parti avec les autres classes travailleuses s'expriment au travers des Conseils (Soviets). De même que la violence au sein de la classe ne fait que fausser les rapports de celle-ci avec le Parti, de même la violence doit être rejetée dans les rapports entre le prolétariat et les autres classes ou couches travailleuses. Ces rapports devraient être assurés par la pleine liberté d'expression et de critique au sein des Conseils des députés ouvriers et paysans. D'une façon générale, la violence en tant que moyen d'action entre les mains du prolétariat sera indispensable pour briser la domination du capitalisme et de son État, et pour garantir par la force la victoire du prolétariat contre la résistance et la violence des classes contre-révolutionnaires pendant la guerre civile.

Mais en dehors de cela, la violence n'est d'aucun secours dans l'œuvre constructive d'édification socialiste et de la gestion économique. Au contraire elle risque de dévoyer l'action du prolétariat, de fausser ses rapports avec les autres couches laborieuses, et de déformer sa vision des solutions de classe qui sont contenues et garanties exclusivement par la maturation politique des masses, et de leur développement.

Gauche Communiste de France (avril 1946)

## RESOLUTION SUR LA QUESTION SYNDICALE

### Historique de la reconstruction des syndicats après la libération

Pendant toute la période de l'occupation, les syndicats ont disparu en tant qu'organisme unitaire de la classe ouvrière. Ce qui demeura et prit une forme illégale et clandestine fut toute la direction syndicale qui adhéra au CNR et cessa par-là de représenter effectivement les intérêts immédiats des travailleurs.

La plupart des grèves pendant la guerre, en France et dans tous les pays occupés par l'Allemagne, furent directement provoquées par l'insuffisance des salaires et la non-volonté des ouvriers d'aller travailler dans les usines bagnes nazis.

Les restes illégaux de la CGT ne jouèrent aucun rôle (absence totale des tracts syndicaux) ; ils ne servirent que de masque pour transformer cette lutte des masses au travail contre l'exploitation en un mouvement national et pour briser la trop grande combativité et indépendance de la lutte de la classe. Bien plus, dès que le Comité National de Libération se constitua et fortifia sa position auprès des alliés, les cadres de la future CGT furent nommés, devant prendre possession des fédérations le jour de la Libération.

La bourgeoisie entendait se servir, après tant d'autres, d'un organisme de classe contre la classe ouvrière. La manœuvre consistait à conserver les dehors de cette vieille maison qu'est la CGT, de tenir en main et de contrôler tous les leviers de commande syndicaux.

La nomination à priori des dirigeants syndicaux ainsi que le rattachement de la lutte syndicale à la lutte nationaliste permettaient à la bourgeoisie de contrôler, dès les premières heures de l'insurrection nationale, la lutte de classe et de se présenter aux yeux des travailleurs comme les conservateurs et les défenseurs des libertés et conquêtes ouvrières.

Moyens fort habiles de faire disparaître, en fait, la lutte de classe du syndicalisme et de permettre à l'État bourgeois de faire du syndicat une annexe du Ministère du travail.

En fait, la théorie des corporations si chère aux fascistes continuait à vivre dans la vieille peau du syndicalisme. L'État a plein pouvoir sur cet organisme de classe en intégrant les dirigeants syndicaux dans l'État et le gouvernement.

La façade de la liberté syndicale est conservée mais aucun ouvrier ne peut parler de défense de ses intérêts immédiats dans les syndicats sans qu'on ne le traite de "provocateur" nuisant au travail de réforme et de philanthropie qu'entreprennent Mrs Gazier<sup>3</sup>, Croizat<sup>4</sup> et Cie dans le gouvernement.

Les congrès des Fédérations ont prouvé le changement total des buts du syndicat. On y parle de tout : FFI, épuration, augmentation du travail avec blocage des salaires, collectes pour la Patrie et heures supplémentaires gratuites, mais pas un mot sur les conditions de vie des travailleurs, sur la lutte économique immédiate opposant exploités et exploités privés ou étatiques.

Si la structure organisationnelle syndicale subsiste, si en parole la liberté de discussion existe, la nature même, la fonction de cet organisme ont cessé avec la débâcle de 1940.

Aujourd'hui nous n'avons plus qu'une façade (cadeau que la bourgeoisie fait au prolétariat) permettant de nourrir encore les illusions des masses.

Derrière cette façade, un organisme patronal, étatique, de répression se cache. Le syndicat n'est rien si sa lutte est dépendante de l'appareil étatique ; il devient une force de police à l'intérieur de la classe et contre la classe ouvrière.

### Tactique des dirigeants syndicaux

Avec le retour à la légalité de la démocratie bourgeoise, un réveil de la lutte de classe était à craindre pour la classe bourgeoise.

Les conditions de vie de l'Occupation ne pouvaient disparaître après la Libération car ces conditions résultaient plus de la guerre elle-même et des régimes capitalistes à leur stade de décomposition actuelle que de l'occupant.

La manœuvre classique de l'idéologie nationaliste avait beau jeu sous l'occupation de faire retomber la responsabilité de la misère et de la famine sur l'occupant.

Après la libération, cette manœuvre cessait d'avoir cours. C'est alors que l'appareil syndical reconstitué par la bourgeoisie acquiert sa valeur comme frein et obstacle à la lutte de classe.

Tout d'abord le Parti Communiste s'adjuge la primauté dans la nomination des cadres, travail facile en raison de la déportation massive des cadres ouvriers SFIO.

---

<sup>3</sup> - NDE - Albert Gazier (1908 – 1997), socialiste et membre de la CGT, il devient secrétaire général du syndicat des employés en 1935 et député socialiste de la Seine de 1945 à 1958. Il représente la CGT au comité d'Alger, il devient sous-secrétaire d'État après la guerre puis ministre sous la IV<sup>e</sup> République.

<sup>4</sup> - NDE - Ambroise Croizat (1901-1951), membre du Parti communiste dès 1921, secrétaire général de la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie depuis 1928 et Ministre du travail et de la Sécurité sociale de 1945 à 1947.

C'est par le canal du Parti Communiste et de la SFIO que le rattachement du syndicat à l'État bourgeois s'opère. Avec d'aussi bons parrains, la classe ouvrière désaxée, démoralisée assiste impuissante et trompée à ce mariage. L'Union sacrée est aussi proclamée et élevée en principe se substituant à la lutte de classe.

L'État capitaliste, maître incontesté des syndicats, en remettant les portefeuilles ministériels du Travail à des dirigeants syndicaux va faire apparaître ouvertement l'opposition existant entre les ouvriers et les syndicats.

Des grèves éclatent, la direction syndicale s'interpose entre les patrons et les ouvriers, la lutte est écartée de sa voie au nom de l'Unité et de la Discipline. La grève est brisée et remplacée par des palabres entre le représentant syndical Croizat et le ministre de la bourgeoisie Croizat. C'est la solution ministérielle qui l'emporte mais revêtue de la signature syndicale.

Les ouvriers, après une série de grèves brisées, désertent les syndicats, passent à l'action directe. C'est encore les Frachon, Hénaff, et Croizat qu'ils trouvent devant eux avec les mots d'ordre d'Unité de la classe ouvrière et de "*mort aux empêcheurs de tourner en rond*" (diviseurs).

L'épuration inscrite au nouveau programme syndical sert de soupape de sûreté. La bureaucratie syndicale réalisera les conditions pour une désarticulation de la grève et de sa généralisation.

Ne pouvant à la longue empêcher les grèves, la direction syndicale tente de les laisser se faire sans aucune aide et par petit paquet. Avec cette nouvelle tactique, le syndicat remplit sa nouvelle fonction de police bourgeoise et arrive à créer une atmosphère défaitiste dans la classe s'exprimant par le désintéressement des ouvriers aux luttes quotidiennes et par "l'absentéisme", forme actuelle de la lutte de classe très dangereuse pour la classe.

### Le syndicat actuel peut-il être régénéré ?

Cette question s'est posée à une partie de l'avant-garde dès les premières luttes syndicales. Cette dictature dans la classe ouvrière, et sur la classe ouvrière, par le syndicat aurait du permettre de voir que cette question, en réalité, était un faux problème.

Les protagonistes de cette question (résolue dans un sens comme dans l'autre) partaient de l'idée erronée du syndicat comme étant un État dans un État.

Le PCI d'Italie commet cette erreur quand il attribue à cet organisme unitaire de la classe ouvrière une fonction révolutionnaire, et se contredit quand il constate d'autre part que le syndicat perd sa nature révolutionnaire si l'influence des partis opportunistes et réformistes, soi-disant ouvriers, est prépondérante.

La contradiction flagrante du PCI d'Italie et de ceux qui posent cette question ne peut s'expliquer que par une incompréhension de la nature et du rôle du syndicat.

En effet, le syndicat fut une des premières manifestations de la lutte de classe mais n'exprimant qu'une conscience primitive de classe. Le but qu'il se posait ne dépassait pas les cadres du régime bourgeois puisqu'il cherchait à réaliser une plus juste répartition et rétribution du travail humain. Le caractère fondamental de la production capitaliste – l'exploitation d'une classe par une autre – n'était pas remis en cause. Le syndicat, par sa fonction, n'éliminait pas le problème de la plus-value, il ne faisait qu'en discuter la grandeur par rapport au travail payé.

Donner un caractère révolutionnaire au syndicat c'est ravalier la mission historique du prolétariat à une simple réforme du régime capitaliste. Les révolutionnaires de tout temps ont combattu l'idéologie syndicaliste ; ils n'ont considéré cet organisme que comme un lieu de concentration des énergies ouvrières pouvant, au feu de la lutte quotidienne, passer de la simple revendication à la lutte politique sous l'influence du parti de classe.

Le syndicat permet donc une action unitaire et organisée du prolétariat où les révolutionnaires ont plus un travail d'influence à acquérir que de postes à conquérir.

Du jour où le syndicat perd sa nature de défense des intérêts immédiats des ouvriers pour s'inféoder à l'État, les conditions pour un travail révolutionnaire sont les mêmes que dans la corporation fasciste, c'est-à-dire nulle ou presque.

Ce n'est pas la présence à la direction de traîtres à la classe qui empêche le travail des révolutionnaires dans le syndicat mais bien la négation de la lutte de classe par la soumission à l'État bourgeois.

Un syndicat peut être régénéré tant qu'il n'est pas tombé entre les mains de l'appareil étatique (c'est-à-dire tant que sa fonction demeure la lutte de classe).

Dans la période présent cet organisme, repoussant la lutte de classes pour la collaboration de classes, devient le prolongement de l'État dans la classe ouvrière et perd sa caractéristique de syndicat.

L'organisme qui actuellement usurpe le nom de syndicat n'a pas à être régénéré. Il agit bien dans la ligne que la bourgeoisie lui a donnée.

Quant à l'organisation unitaire de la classe, elle n'existe pas. Elle est à recréer.

### Les militants révolutionnaires doivent-ils travailler dans les syndicats actuels ?

Malgré la désertion des ouvriers de la CGT, malgré la nature non syndicale de cet organisme, les militants doivent y être pour deux raisons principales :

- tout d'abord dénoncer à chaque occasion la vraie nature de la CGT et montrer qu'elle est avant tout une filiale de l'État bourgeois auprès des ouvriers. Ce n'est plus leur organisme unitaire mais une caricature avec une fonction bourgeoise et policière ;
- enfin, les militants travaillant dans les syndicats actuels peuvent servir de lien entre les ouvriers qui restent encore et ceux qui les ont quittés et permettraient ainsi la formation d'une structure horizontale groupant tous les ouvriers d'un même lieu de travail sans tenir compte de la structure organisationnelle syndicale, d'autre part à établir et à élargir la liaison directe des diverses usines entre elles.

Le mot d'ordre n'est donc pas "Entrer dans les syndicats". Il n'est pas non plus "Sortir des syndicats".

Parce que les conditions sont telles et parce que l'influence de l'avant-garde est faible sur la classe, on ne peut poser la question : syndicat ou soviét ?

De syndicat, il n'y en a plus actuellement. De soviét non plus. Lancer le mot d'ordre de reconstruction des syndicats nous conduirait à l'erreur de la SFIO avec la formation de la CGTU et à la division de la classe ouvrière.

Il ne s'agit pas d'opposer la mal nommée CGT avec ses adhérents et une nouvelle Centrale syndicale. Notre rôle n'est pas la création de syndicat pour le syndicat mais le développement des possibilités d'unité d'action entre les ouvriers syndiqués et ceux qui ont fui les syndicats. Les conditions actuelles éliminent de plus en plus les facteurs séparant les diverses catégories d'ouvriers, car la lutte tend à abandonner le terrain purement économique – qui détermine l'existence des Fédérations de corps de métier – pour le terrain social qui rajuste à une même échelle les luttes revendicatives et toutes les catégories d'ouvriers, et permet en outre la liaison entre la concentration ouvrière à l'usine et la concentration ouvrière localement, liaison que le syndicat de tout temps laissait en suspens.

Lancer le mot d'ordre "Soviet" serait un bluff et une occasion de confusion.

Un bluff car il ne correspondrait pas à une période d'assaut révolutionnaire, le Soviet par sa généralisation, sa centralisation et sa cohésion posant la question de la prise du pouvoir.

Une confusion car, si d'ici et de là des Comités d'usine surgissent, ils possèdent plus un caractère de Comités de grève et, par-là, sont d'une durée momentanée. Donner à ces créations spontanées de la classe le nom de Soviet exagèrerait une liaison, une généralisation et une centralisation que la situation n'a pas permise et ne permet pas encore.

Les révolutionnaires n'ont pas à lancer un appel pour un nouvel organisme unitaire de la classe mais leur action doit tendre, par une clarification de la conscience de classe, vers une unité d'action organisée des travailleurs.

Les mots d'ordre révolutionnaires doivent pallier l'absence de syndicats réels, éviter le danger d'éparpillement de la lutte de la classe ouvrière, œuvrer dans les conditions présentes pour l'action directe des masses, seule possibilité pouvant pousser à de nouveaux regroupements unitaires de la classe en corrigeant, en rapport avec la situation de crise du régime, la structure verticale des anciens syndicats par une structure horizontale.

Action directe des masses. Unité de lutte immédiate du prolétariat sur la base du lieu de travail et de la localité et non de la section syndicale. Pour des liaisons étroites entre les différentes usines et localités ouvrières.

Contre la collaboration de classe du genre "Comité de gestion". Dénonciation de la fonction anti-ouvrière de la CGT définitivement inféodée à l'État capitaliste.

Gauche Communiste de France

Avril 1946